

L'un des Centres du PEN International

Organisation mondiale d'Écrivains accréditée auprès de l'UNESCO

99, rue Olivier de Serres – 75015 PARIS

Courriel : francais.penclub@neuf.fr – Site : <http://www.penclub.fr/>

La lettre d'information du PEN club français

N°22 – Novembre 2019

Sommaire

Éditorial : <i>Un frein aux discours de haine au Congrès de Manille</i> - par Emmanuel PIERRAT	2
<i>Les menaces de mort pleuvent contre Asli Erdogan</i>, par Cécile OUMHANI	5
Persécutions	9
PEN international	11
Les événements passés	33
Les événements à venir	45
Annonce d'une publication	52
Le PEN : Adhésion et charte	53

ÉDITORIAL



par Emmanuel Pierrat
Président du Pen Club français
Président du Comité des écrivains pour la Paix du Pen International

UN FREIN AUX DISCOURS DE HAINE AU CONGRES DE MANILLE

Début octobre se déroulait, à Manille, le 85^{ème} Congrès International du PEN Club.

Plus de 140 délégués venus du monde entier assistaient à ce congrès qui avait lieu pour la première fois en Asie du Sud-Est.

Le choix de Manille a longtemps fait débat, en raison de la politique violente conduite par Rodrigo Duterte et le manque de liberté d'expression qui en découle, mais c'est justement dans ces pays difficiles que les combats du PEN sont les plus nécessaires.

« Parler en langues : Liberté littéraire et langues indigènes »

C'est le thème « Parler en langues : Liberté littéraire et langues indigènes » que se proposait d'aborder le congrès. Les langues indigènes sont, pour certaines, sur le point de disparaître, écrasées par la mondialisation et la domination d'autres langues plus répandues.

Cette préoccupation du Pen International et du Pen Philippines fait notamment écho à la déclaration des Nations Unies qui proclamait 2019 comme l'année des langues indigènes.

Le congrès a d'ailleurs permis de donner la parole à des personnalités éminentes, comme Fernand de Varennes, Rapporteur spécial des Nations Unies

sur les questions des minorités, et Maria Ressa, journaliste philippine, fondatrice du formidable site *Rappeler*.

La force du PEN et de ces congrès est de pouvoir rassembler dans un but commun des écrivains et journalistes de plus de 65 pays, représentant une trentaine de langues. Cette diversité rare est une des forces du PEN.

Ce congrès a aussi été l'occasion d'élire de nouveaux vice-présidents du PEN International : Svetlana Aleksievitch, lauréate du Prix Nobel de littérature en 2015, Orhan Pamuk, Prix Nobel de littérature en 2006 (dont j'ai présenté la candidature au nom du Pen Club français), Frankie Sionil José, écrivain adulé aux Philippines traduit dans plus de 28 langues, Elena Poniatowska, journaliste et militante mexicaine et Luisa Valenzuela, écrivaine et journaliste argentine.

De nombreux enjeux ont été abordés lors de ce congrès tels que la place des femmes écrivaines dans les médias, la crise des médias et les discours de haine, la liberté d'expression en perte de vitesse dans diverses régions du monde, les droits des langues indigènes et le rôle de la littérature.

Les discours de haine

En tant que Président du Comité des Écrivains pour la Paix du Pen International, il semblait important si ce n'est inévitable que ce comité s'attelle à condamner la haine qui se propage et ronge nos sociétés.

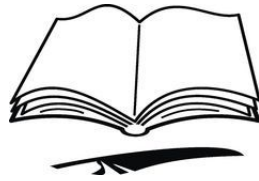
Ces dernières années, en particulier après les attentats de janvier 2015, et en particulier contre *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015, ont rendu indispensable de clarifier le débat souvent confus et endiablé mêlant la liberté d'expression et les discours de haine.

Car ce sont ces discours de haine qui nuisent à la liberté d'expression partout dans le monde. Le discours de haine, c'est avant tout promouvoir et inciter le dénigrement, la haine, légitimer les crimes comme les génocides.

La couleur de peau, les origines ethniques, le handicap, la langue, la religion, le sexe, l'identité, l'orientation sexuelle... Comment ces caractéristiques personnelles peuvent-elles encore, en 2019, déchaîner la stigmatisation et la violence ?

Le danger croît quand les mots prennent vie et deviennent des gestes : les actes de violence, d'intimidation, de discrimination sont de plus en plus nombreux et il est maintenant grand temps de prendre les mesures pour lutter contre ce déchaînement.

La responsabilité des écrivains appartenant à la communauté des centres Pen est de faire disparaître les discours de haine qui ne peuvent prospérer à l'ombre de la défense de la liberté d'expression, mais aussi d'encourager le développement de sociétés tolérantes, pluralistes et démocratiques.



À la UNE

**« Les menaces de mort pleuvent
contre Asli Erdogan »**



La romancière et journaliste turque Asli Erdogan, à Paris, en 2018, peu après sa libération de prison. (ISA HARSIN/SIPA / SIPA)

TRIBUNE



Par Cécile Oumhani, membre du PEN Club

et du Parlement des Écrivaines Francophones.

Publié dans Bibliobs le 10 novembre 2019 à 11h03

À Francfort en juin dernier, les gratte-ciel de « Mainhattan » scintillaient au soleil. Sur le pont qui enjambe le Main vers le quartier des musées, une affiche citait Homère et une mer couleur de vin qui menait vers des peuples parlant d'autres langues. Ses vers disaient une Babel où se rencontrer envers et contre tout. Ils avaient traversé les siècles et rappelaient l'extraordinaire force que savent prendre les mots. Poésie, réflexion ou témoignage, ils déchainent aussi parfois des fureurs qui ne reculent devant rien pour tenter de les effacer et les enfouir dans le silence.

Asli Erdogan m'avait donné rendez-vous au Café Margarete, près de l'ancien quartier historique. De loin, j'ai reconnu sa silhouette frêle, incandescente. Il n'y a pas si longtemps, nous nous retrouvions régulièrement au Select, lorsqu'elle était de passage à Paris. Aurions-nous cru devoir un jour nous revoir dans le pays de son exil ? Temps de la solitude et de l'angoisse, celui où l'onde du choc post-traumatique n'en finit pas de se réverbérer... Exilée des siens et de ses paysages, elle l'est aussi de sa vie d'avant, hantée par les souvenirs de la prison à Istanbul, avec des images terribles, la concernant, elle comme ses codétenues, des images collées sur la peau de sa mémoire.

Une interminable nuit

Et voilà qu'en octobre, Asli Erdogan prend à nouveau la parole, s'exprime dans un entretien accordé à « la Repubblica » sur la situation en Turquie. Ses propos sont repris quelques jours après en français dans « Le Soir » avec des approximations dans la traduction, qui amèneront le rédacteur en chef à présenter ses excuses à l'écrivaine. Mais les digues sont déjà brisées et un déluge d'insultes déferle dans la presse turque nationaliste, amplifié sur internet par des milliers de messages. L'écrivaine est vouée aux gémonies.

Emprisonnée, puis exilée, cela n'a donc pas suffi à encager les mots dans sa bouche, à les réduire en poussière de silence. Il est toujours aussi inacceptable qu'elle ose penser, qu'elle ose dire. Il faut la faire taire au plus vite et le lynchage médiatique s'y emploie en la traitant de traître, de vendue. Certains maudissent son âme. Mais les termes ne sont pas jugés suffisants encore, s'agissant d'une parole d'opposition portée par une femme. Et pour la faire rentrer dans les rangs du silence, ceux dont elle n'aurait jamais dû sortir d'un pas aux yeux de ses détracteurs, les insultes sexistes les plus abjectes se mettent à pleuvoir.

On la traite de prostituée. On traite sa mère de prostituée. La parole publique qu'elle a prise, elle opposante et femme de surcroît, leur est intolérable. La horde hurlante n'a de cesse de l'étouffer et de la noyer dans un flot d'injures. On renvoie l'opposante à son corps féminin en l'accusant de débauche et d'indécence. Car rôles et assignations perdurent dans le labyrinthe dont les femmes n'ont pas fini de briser les cloisons de verre. Mais tout ceci n'est pas encore assez. Et les menaces de mort pleuvent elles aussi, n'épargnant ni la fille ni sa mère. Asli Erdogan vit maintenant sous protection policière.

Son procès doit reprendre dans une quinzaine de jours à Istanbul, alors que la tempête de haine n'est pas encore tombée, comme me le dit un de ses textos envoyés depuis l'interminable nuit où on cherche à la reléguer. Asli Erdogan est l'une des grandes figures de la littérature turque de sa génération. Face à ces déferlements d'une brutalité inouïe, elle en appelle à notre solidarité pour continuer son travail d'écrivaine et porter une parole libre et courageuse, de celles dont notre monde a besoin pour avancer et traverser les crises profondes qui le menacent un peu partout.

Cécile OUMHANI

Asli Erdogan, bio express

Asli Erdogan est née le 8 mars 1967 à Istanbul. Le 17 août 2016, elle est arrêtée et emprisonnée pour « appartenance à une organisation terroriste ». Elle est libérée le 29 décembre 2016. Auteure de plusieurs ouvrages, dont « le Bâtiment de pierre » (Actes Sud, 2013), elle a publié début 2017, chez Actes Sud, « le Silence même n'est plus à toi », un recueil de ses chroniques parues dans le journal « Özgür Gündem », qui étaient à l'origine de son arrestation.

Cécile Oumhani, bio express

Née à Namur (Belgique) d'une mère écossaise et belge et d'un père français, Cécile Oumhani a grandi entre l'anglais et le français, puis développé des liens très forts avec la Tunisie par son mariage. Romancière et poète, membre du PEN Club et du Parlement des Écrivaines Francophones, elle a notamment reçu le Prix européen francophone Virgile 2014 pour l'ensemble de son œuvre. Son site se trouve ici : <https://cecileoumhani.wordpress.com/>



Persécutions

À la Une

PERSÉCUTIONS

Les écrivains dans le viseur

Les restrictions apportées à la démocratie dans un nombre croissant de pays fragilisent la position des auteurs, en première ligne de persécutions qui mobilisent, au-delà des associations spécialisées, de plus en plus leurs éditeurs. ... par Emmanuelle Collas

Accusé d'avoir « aidé un groupe terroriste », Ahmet Altan a enfin été libéré lundi 4 novembre, de même que sa consœur Nazlı Ilıcak. Mais, d'abord condamnée à la perpétuité à dix ans et demi, l'écrivain et journaliste turc, publié dans « une demi-douzaine de langues en Europe » comme le rappelle son éditeur chez Actes Sud, Timour Mouhline, qui dirige la collection « Lettres turques », a passé plus de trois ans en prison et reste sous contrôle judiciaire.

Pour les éditeurs une telle situation est devenue courante. Deux tiers des écrivains actuellement emprisonnés en Europe le sont en Turquie. Editrice de

nombreux textes d'auteurs originaires de Turquie et du Proche-Orient, Emmanuelle Collas, directrice de la maison du même nom, se définit désormais, d'une voix lasse mais sur un ton déterminé, à la fois comme une « passeuse de textes » et comme une « opposante à Recep Tayyip Erdoğan ». Elle donne à lire « des voix étrangères persécutées par leur régime », plaçant pour « ne pas rester les bras ballants, et donner un visage à la ré-

« Ne pas rester les bras ballants, et donner un visage à la résistance. »
Emmanuelle Collas



L'écrivain turc Selahattin Demirtaş, arrêté en novembre 2016, est officiellement accusé de « diriger », « soutenir » et « faire la propagande » du PKK. En septembre 2016, il est condamné à quatre ans et demi de prison.

sistance ». En septembre, elle a publié *Et tourne la mue*, roman écrit en prison par Selahattin Demirtaş, opposant politique à Recep Tayyip Erdoğan. En réaction à l'opération militaire que le président turc a lancée contre les Kurdes en octobre, elle exprimait son impuissance dans une tribune sur le site Diarçitlik : « Comment tenir, faire face, continuer d'espérer, avec quelles armes et quelles forces ? »

250 attaques

Dans nombre de pays, écrire, publier ou même traduire un texte revient à risquer la prison, voire sa vie. En 2018, le Pen club, organisation qui milite pour la liberté d'expression des écrivains à travers le monde, a dénombré 250 attaques contre des auteurs, du harcèlement juridique jusqu'aux disparitions ou à la mort. Nedim Yasar, un ancien trafiquant de drogue, a été tué en novembre 2018 à Copenhague le jour de la publication d'un livre sur sa vie. Shahzaïhan Rachehu, poète et blogueur bangladais, régulièrement menacé de mort pour ses écrits laïques, a finalement été atteint par une bombe lancée par des islamistes en juin 2018.

La carte des agressions et des persécutions dont les écrivains sont l'objet ne cesse de s'étendre à mesure que les régimes politiques se durcissent et que la démocratie recule dans le monde. « Il y a quelques années, rappelle l'avocat Emmanuel Pierrat, président du Pen Club français et du Comité des écrivains pour la paix du Pen International, il y avait d'un côté les pays très totalitaires où les écrivains sont persécutés, de l'autre les pays démocratiques. Maintenant, dans les pseudo-démocraties comme le Brésil, l'Inde, les Philippines ou l'Indonésie également, des militants viennent devant chez vous pour vous menacer. » Les propos haineux sur les réseaux sociaux constituent une pression supplémentaire pour les auteurs. Si leur situation s'est améliorée en Afrique, où n'ont été relevés que 7 % des attaques en 2018, les ten-

À la Une



GÉOMÈS STOURN, CC BY-SA 3.0/JOJOEY

Patrice Nganang, incarcéré en décembre 2017 au Cameroun pour « injure au chef de l'État », est libéré et expulsé 21 jours plus tard, car de nationalité américaine.

mois plus tard, il est toujours incarcéré. En remettant ce prix, le jury joue quitte ou double. « Il est difficile de connaître les répercussions du prix, de savoir s'il va améliorer ou empirer la situation », admet James Taylor. Avant de désigner le lauréat, les organisateurs essaient d'entrer en contact avec sa famille pour évaluer les risques. James Taylor évoque aussi le cas de Gui Minhai, éditeur suédo-hongkongais gênant pour le pouvoir chinois, qui demandait dans une vidéo-conférence forcée à ne pas recevoir le prix Voltaire 2018. L'UIE a tout de même décidé de le lui décerner.

Car la médiatisation peut influencer une décision de justice controversée, donner une visibilité à un écrivain en danger. « Cela énerve le pouvoir, mais cela les protège », considère Timour Muhidine. Le mieux est d'avoir derrière soi le pouvoir politique, mais tous les citoyens ne sont pas logés à la même enseigne. L'agent littéraire Pierre Astier donne l'exemple de Patrice Nganang, activiste emprisonné en 2017 au Cameroun. « Il a été libéré au bout de quelques semaines, mais parce qu'il est citoyen américain. » ■

Des actions utiles

Lectures dans les librairies ou sur les marchés, pétitions... Toutes ces actions peuvent sembler vaines. Pourtant, elles peuvent porter leurs fruits. « Chaque mot du Pen club pendant ma détention me dynamisait moralement moi, ma famille, mais aussi le mouvement démocratique éthiopien », salue le journaliste éthiopien Eskinder Nega, relâché en 2018 après plus de six ans de prison, quand la peine initiale était de 18 ans.

L'avocat Emmanuel Pierrat évoque aussi le cas d'un écrivain camerounais relâché plus tôt que prévu : le directeur de sa prison en avait assez de recevoir du courrier du Pen, de militants et de lecteurs. L'Union internationale des éditeurs rapporte des témoignages équivalents à propos d'éditeurs menacés.

À côté de ces petites actions de harcèlement des autorités, les membres du Pen club et d'autres organisations comme Amnesty international rendent visite aux détenus dans leur cellule et sont partie prenante des procès. « La pression internationale peut faire la différence, estime James Taylor, de l'Union

internationale des éditeurs. Pour le blogueur mauritanien Mohammed Mkhaitir, nous avons travaillé avec 32 autres organisations non gouvernementales. Il a finalement été relâché en juillet. »

La journaliste et auteure turque Asli Erdogan a elle aussi échappé à sa sentence grâce au soutien d'une multiplicité d'acteurs. En décembre 2016, après plus de quatre mois d'emprisonnement, elle avait été libérée en attendant son procès et avait pu aller chercher en Allemagne son prix de la paix. Elle en avait profité pour faire un crochet par la France, où elle avait rencontré le ministre de la Culture et s'était retrouvée sur le plateau de l'émission « La Grande librairie ».

Cela n'a pas empêché la sentence de la prison à vie de tomber. Mais, dans l'urgence, Asli Erdogan obtient un asile temporaire en Allemagne. Son agent français et le Pen club l'aident pour ses dossiers, les prix lui permettant aussi de médiatiser sa situation et d'élargir sa notoriété. Son roman *La ville dont la cape est rouge* va être traduit en Croatie et, l'an prochain, *Le bâtiment de pierre* pourra être lu jusqu'en Indonésie.



La romancière et journaliste turque Asli Erdogan en dédicace à Livre Paris en 2018. Elle a été arrêtée en août 2016 et libérée quatre mois plus tard.

Des nouvelles du PEN International



AHMET ALTAN À NOUVEAU ARRÊTÉ HUIT JOURS APRÈS SA SORTIE DE PRISON

Turquie : Décider de procéder de nouveau à l'arrestation d'Ahmet Altan, un acte abject

Mercredi 13 Novembre 2019 - 11:15am

Ahmet Altan a été de nouveau arrêté le 12 Novembre 2019

13 Novembre 2019 - En réponse à la décision prise hier par un tribunal d'Istanbul de procéder de nouveau à l'arrestation de l'écrivain et journaliste Ahmet Altan, seulement huit jours après qu'il ait été libéré de prison, **Jennifer Clement, Présidente du PEN International**, a déclaré :

“Dès Juillet 2017, Ahmet Altan a été pris dans les rets de procédures entachées de violations de son droit à un procès équitable. Il a, ensuite, été injustement détenu pendant trois éprouvantes années. Il est maintenant renvoyé en prison à peine huit jours après sa libération ; c'est un acte abject : pris dans leur ensemble, les faits dépeignent une terrible image de l'inébranlable détermination des autorités turques à le persécuter. Une nouvelle fois, le PEN International appelle ardemment à sa remise en liberté immédiate et inconditionnelle.”

Le 4 Novembre 2019, sur la base de fausses accusations, Ahmet Altan a été condamné à une peine de dix ans et six mois de réclusion pour avoir “consciemment et délibérément fourni une assistance à une organisation terroriste”. Il a été relâché pendant la procédure d'appel et assujéti à une interdiction de voyager. Le 6 Novembre, le procureur a interjeté appel de la décision du tribunal en soutenant qu'Ahmet Altan présentait un risque de fuite. La Vingt-septième Chambre de la Haute Cour Pénale d'Istanbul a fait droit aux réquisitions du procureur le 12 Novembre ;

à la suite de cette décision, Ahmet Altan a été arrêté à son domicile le soir même et doit maintenant être renvoyé au complexe pénitentiaire de Silivri, près d'Istanbul.

Ahmet Altan a déjà passé plus de trois années en détention provisoire, dans une situation qualifiable de harcèlement judiciaire. Le PEN International appelle à sa remise en liberté immédiate et inconditionnelle.

Pour plus d'informations sur la campagne du PEN en faveur d'Ahmet Altan, merci de cliquer [ici](#).

Pour plus d'informations, contactez Aurélia Dondo au PEN International, Koops Mill, 162-164 Abbey Street, London, SE1 2AN, UK Tel: +44 (0) 20 7405 0338 Fax +44 (0) 20 7405 0339 e-mail: Aurelia.dondo@pen-international.org

Dépêche AFP

04/11/2019 17:48:38

Turquie: l'écrivain Ahmet Altan remis en liberté sous contrôle judiciaire (agence).

Un tribunal turc a ordonné lundi la remise en liberté sous contrôle judiciaire du journaliste et écrivain Ahmet Altan, à l'issue d'un nouveau procès après l'annulation d'une première condamnation à la prison à vie liée à un putsch manqué.

Selon l'agence de presse étatique Anadolu, M. Altan a été condamné à 10 ans et demi de prison, mais le tribunal a demandé sa libération sous contrôle judiciaire en raison des plus de trois années qu'il a déjà passées derrière les barreaux.

Le même tribunal a par ailleurs condamné la journaliste et auteure Nazli Ilıcak à huit ans et neuf mois de prison, mais également ordonné sa remise en liberté sous contrôle judiciaire pour les mêmes raisons.

Accusées d'être impliquées dans une tentative de coup d'État qui a visé le président Recep Tayyip Erdogan en 2016, ces deux figures intellectuelles majeures en Turquie avaient été condamnées en 2018 à la prison à perpétuité.

Mais en juillet dernier, la cour de cassation a annulé leur condamnation, estimant que les deux écrivains n'auraient pas dû être jugés pour tentative de putsch, mais pour avoir « aidé un groupe terroriste », un chef d'accusation passible d'une peine d'emprisonnement plus faible.

C'est précisément sur la base de ce nouveau chef d'accusation que M. Altan, 69 ans, et Mme Ilıcak, 74 ans, ont été condamnés lundi.

M. Altan et Mme Ilicak ont été arrêtés dans les mois ayant suivi la tentative de coup d'État en 2016, qui a donné lieu à des arrestations massives qui ont frappé de plein fouet les milieux médiatiques et intellectuels.

Le frère d'Ahmet Altan, le journaliste Mehmet Altan, a par ailleurs été acquitté par le même tribunal lundi. Il avait été remis en liberté l'an dernier après avoir lui aussi été condamné, mais la cour de cassation avait demandé à ce qu'il soit innocenté.

M. Altan et Mme Ilicak, des intellectuels respectés en Turquie, ont toujours nié toute implication dans la tentative de coup d'État, rejetant des accusations « grotesques ».

Ils étaient notamment accusés d'avoir envoyé des « messages subliminaux » lors d'une émission retransmise en direct à la télévision à la veille du putsch manqué.

Pour les défenseurs des frères Altan et de Mme Ilicak, cette affaire est emblématique des atteintes à la liberté d'expression qui se sont multipliées après la tentative de putsch.

Ahmet Altan s'est notamment fait connaître en dehors de Turquie par le récit de sa vie en prison, notamment dans le livre « Je ne reverrai plus le monde », paru cette année en France aux éditions Actes Sud.



Malaysia:

Concerns for writer summoned for questioning

Friday 1 November 2019 - 11:08am

Read the briefing in full_

Unveiling Choice by Maryam Lee

1 November 2019 - PEN Malaysia and PEN International are deeply concerned by news that writer Maryam Lee has received a summons for questioning by JAIS – (Jabatan Agama Islam Selangor), the State of Selangor’s religious authority – under Section 58 (1) of the Syariah Criminal Procedure Enactment (Selangor) 2003.

As Lee wrote on her blog on 24 October, she received a formal letter requiring her to give a statement on the investigation under Section 10 (a) of the Syariah Criminal Enactment (Selangor) 1995, which criminalises “any person who by words which are capable of being heard or read or by drawings, marks or other forms of representation which are visible or capable of being visible or in any other manner: (a) insults or brings into contempt the religion of Islam”. If charged and found guilty, Lee could face a fine of RM 5,000.00 (USD1, 200.00) or 3 years in prison or both. Failure to comply with the order will give justifiable grounds for JAIS to request an arrest warrant, as stipulated in Section 58 (2) of the Syariah Criminal Procedure Enactment (Selangor) 2003.

“Laws on blasphemy are often applied arbitrarily, their intent being to intimidate dissenting voices which challenge social practices or ideas. Peaceful expression of dissenting voices is at the heart of a democratic society. Placing restrictions on critical voices, even if their views may hurt the devout, is wrong. Criticism of ideas should be challenged with counterviews, and not through legal proceedings that may carry penalties under the criminal law. Maryam Lee is

raising legitimate questions about the role of women in society; those opposed to her views should join the debate, rather than harass her or attempt to suppress her views,” said Salil Tripathi, Chair of PEN International’s Writers in Prison Committee.

PEN Malaysia and PEN International view the instruction as continued harassment against writer Maryam Lee and as a threat to freedom of expression in Malaysia.

While JAIS failed to provide a reason for the order, Lee believes that it is connected to her book *Unveiling Choice*, which was published by Gerakbudaya Enterprise and launched on 13 April. The book argues that Malay Muslim women should have the right to decide if they wish to wear a headscarf, known as *tudung*, a controversial proposition in a country where cultural practices require Malay Muslim women to wear the headscarf. The discussion at the launch of the book garnered backlash on social media from individuals who had not attended the session, including the Minister for the Department for Religious Affairs. According to media reports, this backlash prompted JAIS to launch an investigation.

According to Lee, *“The book Unveiling Choice tackles the historical, economic and political impacts of the hijab on women and their status in the public sphere. It is about confronting the social conditions that lead women to choose or not choose the hijab”*.

Bernice Chauhy, director of PEN Malaysia said, *“We are extremely concerned about JAIS’s action, which aims to curtail a legitimate debate and discourse, and the unclear reasons for which the writer is being investigated.”*

PEN Malaysia and PEN International are monitoring the situation closely and stand in solidarity with Maryam Lee.



Nedim Türfent

15 September 2019: 1222nd Day in prison!?!

“Sometimes life is to blossom on a rock. With hope, determination and resistance. It is to colour the grey sometimes...”

Dear PEN International Family and Members,

I thank you immensely for giving me a place in the campaign you are running with a thousand efforts and labour. Just as yesterday, your support and solidarity continue to be respite for me. I am grateful! Do not go missing, please.

The unity and cooperation that is “Who are we? At the Tate Exchange Tate Modern London” both warmed my heart and my “living space” stuck between four tight walls – a mandatory spot for residence. The flowers and trees, who have begun to fade, have been reborn from their ashes despite autumn’s stubborn persistence. Thanks to you of course. No, surely this is no ambitious comment. We can easily picture this with a few drops of elixir from the lines of a poem or the magical power of our words. The frame of our hope is expanding gradually, day by day even to the end of nowhere. Literature meets reality so long as the world of poetry and words make life more beautiful, the sky more visible and encompass everyone. It has become a duty of conscience for every labourer of the pen to touch and hold the hands of every life whose words are being forced silent, whose images are forced behind veils of mist. In this regard, your position and stance is exemplary for us all. Yours efforts are invaluable in being the voice of the voiceless. If I did not hereby reiterate my thanks to PEN’s efforts as the primary liberating

locomotive of literature and arts, I would not be able to rest my head on my “pillow” on this iron bunkbed with ease. On this iron bunkbed, your solidarity will continue to be beside me, I believe this wholeheartedly.

With best wishes to meet beyond these iron bars and walls in the soonest possible (let it be possible already! :) time.

On my 1222. Day in captivity I send you infinite regards. With hopes for a more free world for literature, poetry, the word and arts.

With gratitude

Nedim Türfent

Van High Security Prison/Turkey

Translated into English by Ege Dündar

[Note: In May 2019, artist and journalist Zehra Doğan participated in the third year of Who Are We? at the Tate Exchange, at the Tate Modern museum in London. Her installation was co-commissioned with Tate Exchange in collaboration with Index on Censorship, English PEN and PEN International. PEN encouraged visitors to write solidarity messages to four imprisoned writers and journalists in Turkey, one of them being Nedim Türfent].





Latin America

Latin America must respect freedom of expression and ensure the safety of writers and journalists

Thursday 31 October 2019 - 5:23pm

[Read the briefing in full](#)

Protests in Chile

By Alicia Quiñones

London, 30 October 2019 – Recent weeks have witnessed large-scale and sometimes violent protests across Latin America and the Caribbean, with demonstrators aggrieved by an overwhelming number of issues, including institutional corruption, electoral fraud rising fuel prices and reduction in wages. In many cases, judicial and military authorities have responded with acts of repression and have attempted to unduly restrict the right to free expression, peaceful assembly and protest.

Following the outbreak of protests, a State of Emergency has been declared in **Ecuador**, **Chile**, and **Bolivia**. This has enabled the excessive use of force and the restriction of access to journalists attempting to cover the protests, some of whom have been beaten. Meanwhile, in **Haiti** social calls have intensified following a social, economic and political crisis that began over a year ago. The curtailment of freedom of expression has been severe.

“Latin American leaders find themselves at a crucial moment in which they can demonstrate their true commitment to protecting the rights of their citizens. Journalists, writers and others should speak out and inform without fear of reprisals, all the more so when literature and journalism are the mirror of our lives,” said Jennifer Clement, President of PEN International.

Over the last six weeks, **Haiti** has seen a renewed wave of protests calling for the resignation of the Haitian President Jovenel Moïse, after he was accused of overseeing the embezzlement of millions of dollars of public funds. It is a social, political and economic crisis that has led its citizens to say that this is “worse than anything they have ever experienced.”

Journalists have paid a heavy price. Two journalists have been killed; prominent radio journalist Néhème Joseph, was killed on 10 October, and Pétion Rospide, reporter for Radio Sans Fin, was shot dead on 10 June during one of the protests. The Inter-American Commission on Human Rights (IACHR), has noted attacks on journalists, raising particular concern about an incident during which a journalist was shot by a Haitian senator who opened fire outside Haitian parliament on 23 September.

The IACHR has urged the Haitian State to “adopt all measures necessary to ensure the right to peaceful assembly and to take urgent action to preserve Haitians’ lives and integrity, as well as ensuring that journalists can do their job.”

In the face of the crisis writers, journalists and members of PEN Haiti made a call to the nation in June 2019 and, in October, they made a global call to expose the situation in their country.

In **Ecuador**, on 1 October 2019, President Lenin Moreno announced a series of economic adjustments (Decree 883), which included a reduction in public sector salaries and the end to fuel subsidies. On 2 October, an indigenous movement began protests against these economic measures. Moreno declared a State of Emergency, which tightened restrictions on protests and the ability of journalists to carry out their work following the imposition of a “curfew and militarisation” in the country’s capital, Quito.

During the protests, the media and journalists faced attack. According to FUNDAMEDIOS, at least 138 journalists were attacked, at least 10 of whom work for print media outlets. The

protests, which ended on 13 October 2019, have left at least seven dead and more than 1,000 arrested.

“Not only do we call on the authorities of these countries to protect the right to protest and to create an enabling environment for peaceful protest. We also join in solidarity with the PEN Centres of these countries,” declared Emmanuel Pierrat, Chair of PEN’s Writers for Peace Committee and President of French PEN.

In **Chile**, citizens have taken to the streets since 16 October following President Sebastián Piñera’s announcement of an increase in ticket prices for the Subte – Santiago city’s subway network. The likes of such protests have not been seen since the dictatorship for decades. The protests led Piñera to declare a State of Emergency, in which he invoked the State Security Law, which places restrictions on freedom of assembly for 15 days and imposes military command. The law has led to, among other things, the designation of a curfew, as well as the deployment of military personnel and what has been described by the IACHR as the excessive use of force against civilians, provoking an escalation of the protests. To date, at least 19 deaths have been recorded.

Chilean writers and journalists have begun to raise their voices through public actions, campaigns and statements, such as the movement of Autoras de Chile (AUCH!) – a group of feminist authors, who released a declaration explaining what is happening in the country.

Poet and President of PEN Chile, Jorge Ragal said in a statement: *“We value peaceful protests, in which the public are exercising their legitimate right to freedom of expression, protesting against inequality, corruption, abuse, insecurity (...) We note with concern the repeated reports of detention and torture of protestors simply for expressing their opinion. (...) we are not in a state of war and as such the state of emergency should be brought to an end. The way forward is through dialogue, coming together, not through repression and division.”*

According to Reporters Without Borders, numerous cases of attacks on journalists and the media have been registered in Chile, including intimidation campaigns on social media that encourage acts of violence against the press, such as arbitrary detentions, shots fired at journalists, or the arson of the offices of the newspaper *El Mercurio* in the city of Valparaíso. Additionally, according to the National Human Rights Institute of Chile (Instituto Nacional de

Derechos Humanos de Chile), at least three Argentine journalists hoping to cover the protests were detained at Santiago de Chile Airport on 27 October.

“All States have the duty to protect freedom of expression and the safety of journalists carrying out their work, and this duty gets into sharper focus at times of social crises, political upheavals, or civilian demonstrations, as we are seeing in Chile at the moment. People have the right to demonstrate peacefully and participate in political processes. Human rights cannot be suspended without due process, and that too if there are specific acts of violence. And even then, the suspension can only be in a proportionate manner and subject to judicial oversight. There should not be any direct repression or arbitrary detention of peaceful protestors. The state must also ensure that any individual whose rights are violated has access to appropriate remedies, including legal representation, and the swift investigation of their claims,” said Salil Tripathi, Chair of the Writers in Prison Committee of PEN International.

In **Bolivia**, after a day of disputed presidential elections during which Evo Morales was declared the winner, Bolivians began to protest following allegations of electoral fraud. The protests began on 21 October 2019 and led to Morales declaring a State of Emergency stating that an attempted coup d'état was underway. The United Nations has denounced the excessive use of force used against protestors. The IACHR and its Special Rapporteur for Freedom of Expression have noted stigmatising comments made by some senior officials against the press, while in cities like Cochabamba at least six journalists have reportedly been injured and a reporter for *Los Tiempos* newspaper was beaten by riot police, according to the Bolivian National Press Association.

Given current circumstances and the attacks on freedom of expression in these Latin American and Caribbean countries, PEN international calls on each government to:

- Respect the right to protest. Every State is obliged to guarantee the right to protest, which in turn guarantees the right to freedom of expression and assembly;
- Ensure that military and police forces do not harm journalists covering the protests, and overturn any disproportionate action against protestors;
- Respect their obligations under the International Covenant on Civil and Political Rights, to which Haiti, Bolivia, Ecuador and Chile are State Parties.



Russia:

Fair trial must be guaranteed for Memorial historian and human rights activist

- *04 November 2019* – The Russian authorities must uphold Yuri Dmitriev’s right to a fair and impartial trial, PEN International and St Petersburg PEN said today, ahead of a verdict expected by the end of the year.
- Yuri Dmitriev, historian and head of the Karelian branch of the human rights centre Memorial, North-Western Russia, stands accused of sexual abuse of a child and child pornography regarding his foster daughter, and of illegally possessing components of a firearm, in a case that human rights groups in Russia say is fabricated and politically motivated. The Russian authorities have repeatedly targeted Memorial in recent years, which has been labelled a ‘foreign agent’ since 2014. Dmitriev faces up to 20 years in prison if convicted.
- *‘In light of the heinous nature of the charges, alongside concerns that they may be applied as a means of penalizing Dmitriev for his work for Memorial, fair and transparent criminal proceedings before an independent and impartial tribunal are of the utmost importance. This is to ensure a fair trial for Dmitriev on the one hand and, on the other, a judicial examination upon which the victim and society at large can rely to unearth the truth and to attribute guilt, if warranted, through due process’,* said **Salil Tripathi, Chair of PEN International’s Writers in Prison Committee.**
- Yuri Dmitriev was arrested on 13 December 2016 and charged with making pornographic images of his adopted daughter under Article 242.2 of the Russian Criminal Code (use of a minor for the production of pornographic materials or objects)

and possessing an illegal firearm. He denied the charges, saying that the purpose of the photographs was to monitor the health of the child for social services. He spent more than a year in pre-trial detention.

- On 5 April 2018, the Petrozavodsk City Court, in the capital of the Republic of Karelia, cleared him of the child pornography charges but sentenced him to two years and six months of probation (three months after deducting time spent in custody) and community service for illegally possessing components of a firearm.
- On 14 June 2018, the Karelian Supreme Court overturned his acquittal. Dmitriev was subsequently charged under Article 132.4 of the Russian Criminal Code (violent acts of a sexual nature in relation to a person who has not reached the age of fourteen) and underwent enforced psychiatric testing. The European Union expressed concern that Dmitriev was being targeted for his work, and called on the Russian authorities to release him immediately and drop the case against him.
- Both criminal cases against Dmitriev were merged in October 2018. The first hearing in the new case against him was held in Petrozavodsk on 19 October 2018. He remains in detention.
- *‘St Petersburg PEN has been documenting the Dmitriev case from the onset, notably monitoring trial proceedings. We fear that the prominent Memorial activist is being punished for his work unearthing the truth about the Stalin-era purges. His right to a fair trial is of paramount importance and we urge the Russian authorities to uphold it’*, said **Elena Chizhova, Executive Director of St Petersburg PEN**.

Additional information

- Yuri Dmitriev, 63, devoted his life to locating the execution sites of Stalin’s Purges and identifying its victims. As head of the Karelian branch of the human rights centre Memorial, he played an important role in the discovery and investigation of the killing fields of Sandarmokh and Krasny Bor and their transformation into memorial complexes. Although local authorities attended memorial events at the beginning, attitudes are changing, with the Russian authorities glorifying the Soviet past after Vladimir Putin stated in 2017 that the ‘excessive demonisation of Stalin is one of the ways to attack the Soviet Union’.
- Yuri Dmitriev is an honorary member of St Petersburg PEN.
- For more information about the state of freedom of expression in Russia and the case of Yuri Dmitriev, please see PEN International, PEN Moscow and St Petersburg PEN’s joint report entitled *Russia’s Strident Stifling of Free Speech 2012-2018*.

- *For further details contact Aurélia Dondo at PEN International, Koops Mill, 162-164 Abbey Street, London, SE1 2AN, UK Tel: +44 (0) 20 7405 0338 Fax +44 (0) 20 7405 0339 e-mail: Aurelia.dondo@pen-international.org*



Groundless charges against journalist Svetlana Prokopyeva should be dropped

06 November 2019 – The Russian authorities should drop all charges against Svetlana Prokopyeva, PEN International and PEN Moscow said today, as the journalist is facing a lengthy prison sentence for ‘justifying terrorism’ following comments she made on a radio show. The organizations further call on the Russian authorities to stop harassing and intimidating journalists who are reporting on her prosecution.

A print and broadcast reporter for Radio Svoboda (Radio Free Europe/Radio Liberty) and the Radio Ekho Moskvyy local branch in Pskov (Echo of Moscow), Northwestern Russia, Svetlana Prokopyeva’s apartment was raided by masked police on 6 February 2019 and her phones, computers and files confiscated. She was brought to a local police station, where she was interrogated in the presence of a lawyer and later released. That same day, police officers searched the premises of the Ekho Moskvyy branch in Pskov and seized some files from her computer. On 20 September, she was formally charged with ‘justifying terrorism’ under Article 205.2 of the Russian Criminal Code. She faces up to seven years in prison if convicted. A date for her hearing has yet to be set.

‘Svetlana Prokopyeva’s comments can no way be read to mean as if they are justifying terrorism by any means. The growing use of anti-terror legislation against those who dare to speak out in Russia is deeply worrying. The Russian authorities should immediately drop these bogus charges against Svetlana Prokopyeva and abide by their international obligations to uphold free expression,’ said **Salil Tripathi, Chair of PEN International’s Writers in Prison Committee.**

The case against Svetlana Prokopyevastems from a program aired on the local Ekho Moskvyy radio station on 7 November 2018, about a 17-year-old boy who detonated a bomb inside the offices of the Federal Security Service (FSB) in Arkhangelsk, Northwestern Russia. Svetlana Prokopyeva argued that growing up in a repressive state could be a factor in radicalizing young people.

In July 2019, Svetlana Prokopyeva was placed on Russia's list of 'terrorists and extremists'; her bank accounts were blocked and her passport confiscated. In August, she filed a complaint with the European Court of Human Rights, arguing that the police search on her apartment violated the confidentiality of her sources. On 1 October, she issued a public letter in which she denied the accusations laid against her, calling it 'the murder of freedom of speech'.

Journalists and media outlets reporting on the prosecution of Svetlana Prokopyeva have also been harassed. On 6 and 7 February 2019, the local Ekho Moskvyy station and local news site Pskovskaya Lenta Novostei received fines of 150,000 roubles and 200,000 roubles respectively (approximately US\$2,300 and US\$3,000) for publishing a written version of Prokopyeva's commentary online. The editors of both media outlets, who were amongst a dozen that published Prokopyeva's October letter, were also reportedly both summoned by police following publication and asked to sign a non-disclosure agreement.

'The case against Svetlana Prokopyeva can only be seen as an attempt to stifle free expression and intimidate journalists who seek to write the truth about today's Russia. We are appalled by the harassment of journalists and media outlets reporting on her prosecution. We call for an end to these intimidation tactics and for the full respect of the right to a free press', said **Nadezda Azhgikhina, Executive Director of PEN Moscow.**

For further details contact Aurélia Dondo at PEN International, Koops Mill, 162-164 Abbey Street, London, SE1 2AN, UK Tel: +44 (0) 20 7405 0338 Fax +44 (0) 20 7405 0339 e-mail: Aurelia.dondo@pen-international.org.



Cameroon

Release journalist and drop charges

Monday 4 November 2019 - 12:48pm

Read the briefing in full

4 November 2019- The Cameroonian authorities should release journalist Paul Chouta immediately and unconditionally and drop the charges against him, PEN International said today.

Chouta, a reporter for the news website *Cameroon Web*, and also the manager of a popular news page on Facebook called *Le TGV de l'info*, was arrested on 28 May 2019, in Yaoundé, the capital of Cameroon, on the basis of a defamation complaint filed by a French-Cameroonian writer. The complaint allegedly centred on a video Chouta had posted about the writer on his social media page, which showed the writer in a dispute with a man. Chouta was denied bail on 31 May 2019 and was later formally charged with criminal defamation and false news.

'Paul Chouta has been detained for five months under laws that severely and unduly restrict freedom of expression,' said Salil Tripathi, chair of PEN International's Writers in Prison Committee. *'PEN has long maintained that when questions of reputation are involved, those making the complaint should use civil means, and not criminal laws, to seek redress. We believe therefore that Chouta should be immediately released and allowed to get on with his reporting, even if it is critical.'*

According to the Committee to Protect Journalists (CPJ), Chouta had received anonymous threats in the lead up to his arrest and was attacked outside his home in February 2019 by suspected government agents. Chouta is a government critic, well-known in particular for his video interviews and live reporting. He has reported on sensitive topics such as the arrest of a

former government official and allegations of abuse against the police. His arrest also takes place against a wider context of a crackdown on critical voices (see below). Chouta is also studying journalism at ISTIC (Institut Supérieur de traduction, d'interprétation et de Communication).

Chouta's trial has suffered numerous postponements and complications. At a hearing on 10 September, Chouta's lawyers were informed that an application for joinder of Chouta's case with another case had been presented before the Court. The application for joinder relates to another individual who had also been charged with defamation and false news by the French-Cameroonian writer. Chouta's lawyers opposed the joinder; however, the judge ruled to join the two cases and adjourned the hearing to 8 October 2019. At the most recent hearing on 8 October, Paul Chouta was not present in the courtroom and his legal team were told that the lawyers representing the second defendant had filed an appeal on the decision to join the cases. His file is currently at the court of appeal for examination. The reason for the appeal sun clear.

PEN International opposes the use of criminal defamation and false news laws to restrict dissent and urges the Cameroonian authorities to promptly abolish their false news and criminal defamation laws and put in place sufficient safeguards to protect the right to reputation rough civil law, including preventing the imposition of excessive fines or damages.

Additional information:

Cameroon has been in political turmoil since 2016, when protests broke out in the South West and North West regions of the country, in response to grievances from the Anglophone population and calls for reforms. The authorities responded by cracking down heavily on the peaceful protests. Since then, the crisis in the Anglophone regions has deepened, with separatist groups taking up arms, and spiralling violence; there are reports of attacks on civilians carried out by both government forces and separatists. Half a million people have been displaced by the conflict.

Journalists have been caught in the middle of reporting on the crisis in the English-speaking regions; press workers frequently suffer attacks, arbitrary detentions and prosecutions, including by military tribunals or special courts, and face a generally hostile reporting environment.

The space for dissent has also been restricted over the past few years in the rest of the country, and a crackdown on critical voices has increased, in particular following the October 2018 presidential elections. Chouta is among a handful of journalists who are in detention in Cameroon, and other writers and artists in Cameroon have also been targeted for their peaceful expression.

For more information, please contact Lianna Merner, Africa Programme Coordinator at PEN International, Koops Mill Mews, Unit A, 162-164 Abbey St, London, SE1 2AN, Tel.+ 44 (0) 20 7405 0338, email: lianna.merner@pen-international.org





Turkey:



Drop charges against writer and academic Fikret Başkaya

Tuesday 12 November 2019 - 9:46am

[Read the briefing in full](#)

Turkish writer and academic Fikret Başkaya

The Turkish authorities must drop all charges against Fikret Başkaya, PEN International said today, as the prominent writer and academic is facing a lengthy prison sentence on trumped-up terrorism charges. A verdict is expected to be announced at his next trial hearing on 22 November 2019.

An internationally renowned writer, academic and human rights defender who has been fighting for freedom of expression in Turkey for decades, Fikret Başkaya was briefly detained on 27 November 2017 and subsequently charged in February 2019 with ‘making propaganda for a terrorist organisation’ under Article 7/2 of Turkey’s Anti-Terrorism Law. The charges stem from an article published in November 2016, entitled *The Real Terrorism is State Terrorism*, in which he notably refers to Turkey’s Kurdish population suffering at the hands of the authorities. His next trial hearing is set to take place in Ankara’s 21st Heavy Crimes Court on

22 November 2019, when a verdict is expected to be announced. He faces up to five years in prison if convicted.

'Once again, the Turkish authorities are using overbroad counter-terrorism laws to punish dissenting opinion. Fikret Başkaya's article cannot in any way be read as terrorism propaganda. As sham criminal proceedings are set to conclude, we call on the Turkish authorities to drop all charges against Başkaya. No one should be sent to prison for peacefully expressing their views,' said **Salil Tripathi, Chair of PEN International's Writers in Prison Committee.**

The Turkish authorities have repeatedly targeted Fikret Başkaya throughout the years. He spent 20 months in prison in 1994 and 1995 on terror-related charges for his book *Westernisation, Modernisation and Development: The Bankruptcy of a Paradigm*, in which he uses Turkey's Kurdish population as a case study. In 2000, he was sentenced to 16 months in prison – reduced to one year on appeal – for an article in which he questioned the viability of the Turkish authorities' approach towards the Kurds following the arrest of the Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Öcalan. In 2004, he faced up to three years in prison for 'insult to the State, State institutions, and the military' for a series of articles he wrote in the early nineties and later republished as a book; he was eventually acquitted in 2005.

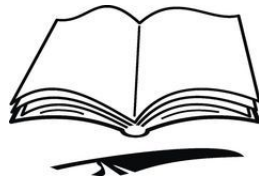
'The Turkish authorities' harassment of Fikret Başkaya has been ongoing for decades, notably relying on problematic counter-terrorism and defamation laws to target him. We urge the authorities to uphold Başkaya's right to free expression once and for all. We further call on them to decriminalise defamation and align Turkey's counter-terrorism laws with international standards,' added **Salil Tripathi.**

Additional information

Fikret Baskaya, 79, is the author of several books and articles on development economics. He is a professor of economic development and international relations, and president of the Özgür Üniversite (Free University) in Istanbul, which he co-founded. His persecution saw him become an honorary member of several PEN Centres. He was awarded the 2003 Turkish Publishers Association's Freedom of Expression Award.

For more information about the state of freedom of expression in Turkey, and how the Turkish authorities are using counter-terrorism laws to target dissenting views, please click [here](#).

For further details contact Aurélia Dondo at PEN International, Koops Mill, 162-164 Abbey Street, London, SE1 2AN, UK Tel: +44 (0) 20 7405 0338 Fax +44 (0) 20 7405 0339 e-mail: Aurelia.dondo@pen-international.org



Grands événements du PEN Club Français

PEN Club français pré-lancement de *RÉSISTER, anthologie de poésie latino-américaine*

Le mardi 15 octobre 2019 s'est déroulée à l'Institut culturel du Mexique à Paris la soirée de pré-lancement de *RÉSISTER, anthologie de poésie latino-américaine*, dirigée par Rocío Durán-Barba. Œuvre bilingue, espagnol-français, réunissant les voix de 150 écrivains.



La Directrice de l'Institut culturel du Mexique, Coral Rubalcaba, ouvrit la soirée en adressant une salutation de bienvenue aux plus des cent personnes présentes.

Emmanuel PIERRAT, Président du PEN France, célébra ensuite dans son propos introductif, la parution de cette anthologie qui a pour ambition de resserrer les liens entre le PEN Club français et les centres PEN de l'Amérique latine.

L'événement fut animé par Rocío Durán-Barba. « Il s'agit d'une œuvre thématique – dit-elle – composée uniquement de textes inédits, et guidée par l'une des devises du PEN International, « résister ». Un emblème de partage. D'espoir. De lumière. »

Rocío Durán-Barba a rendu hommage aux personnalités qui ont collaboré avec enthousiasme pour que ce livre voie le jour :

Le Président Emmanuel Pierrat qui a su accueillir et encourager cette initiative.

Les traducteurs : Max Alhau, David Ferré, Marie-Jo Lun, Pascal Mora, Nathalie Lalisce-Delcourt, Alix Parodi, et Emmanuelle Sinardet. Une équipe composée de professionnels qui se portèrent volontaires avec une grande générosité.

Enfin elle remercia les membres du Pen France qui ont rédigé des préfaces dédiées à chacun des 14 centres PEN latino-américains : Gabrielle Althen, Andréas Becker, Claude Ber, Claudine Bohi, Philippe Bouret, Fulvio Caccia, Francis Coffinet, Philippe Delaveau, Malick Diarra, Giovanni Dotoli, Bernard Fournier, Colette Klein, Jean Le Boël et Cécile Oumhani.



La soirée se poursuit par une célébration autour de l'anthologie, marquée par les interventions remarquables de Sylvestre Clancier, Claudine Bohi, David Ferré, Philippe Bouret, Claude Ber et Martha Cerda.



Sylvestre Clancier salua l'ensemble des poètes latino-américains réunis dans les pages de cette Anthologie. Poètes appartenant aux 14 centres PEN implantés en Argentine, Bolivie, Colombie, Chili, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Porto Rico et Venezuela.

Claudine Bohi déclara : « Résister. Entre le Pen Club, partout où il se trouve dans le monde, et ce verbe-là, il y a comme une histoire d'amour... C'est toute une internationale poétique, en somme, qui est ici rassemblée et qui donne à cette anthologie de Rocío Durán-Barba une saveur si forte... »



David Ferré fit valoir l'importance de la traduction, cet art qui implique de réécrire des poèmes afin de leur donner un écho perdurable dans le monde de la poésie au-delà des frontières géographiques d'un pays.

Philippe Bouret commenta : « Les préfaces de ce livre sont des fragments, à l'aune des poèmes qu'elles annoncent et des poètes qu'elles appellent. Elles sont la voix de l'au-moins-un lecteur qui a consenti à se laisser entamer par les mots de l'autre. La beauté pour résister, les mots pour servir, la plume pour inscrire et l'amour contre l'oubli. »





Claude Ber affirma : « La résistance du poème est éveil dans l'indigence de la parole. Ration de survie en des temps de disette mentale. Dénier à la désertion de la pensée. Langue résistante, langue nourissante, langue insistante prononçant " avec entêtement et féroce, le mot ami. " (Orlando Rossardi) dans l'affirmation obstinée d'une humanité, qui est moins une donnée qu'une espérance sans cesse à inventer. »

Martha Cerda, porte-parole des 14 centres PEN latino-américains, déclara : « Le thème Résister est le plus approprié pour une anthologie de poésie latino-américaine, car c'est l'idée qui caractérise historiquement nos pays (...). Aujourd'hui, ce projet n'est pas seulement un succès, c'est un triomphe. Félicitations, Rocío, pour votre générosité traduite en faits, transformée en une belle réalité et en un cadeau précieux pour chacun de nous. Au nom des écrivains latino-américains réunis dans ce livre, je vous remercie très sincèrement. »



La deuxième partie de la soirée fut animée par la lecture des textes des poètes latino-américains présents ayant participé à l'anthologie :

Víctor Sahuatoba (PEN San Miguel de Allende), Ernesto Díaz (PEN Cubanos en Exilio),
Martha Cerda (PEN Guadalajara), Etnairis Ribera (PEN Puerto Rico),
Rafael Ortiz (PEN Guadalajara), Ivan Prado (PEN Bolivia).



La lecture des poèmes traduits en français fut réalisée par Colette Klein.



Pour clore la soirée Rocío Durán-Barba a lu le dernier paragraphe de l'introduction qu'elle a écrite pour l'*Anthologie Résister*, où elle s'adresse à l'ensemble des écrivains qui ont participé à cette œuvre.

« Aujourd'hui, je voudrais que ma collaboration, ma complicité avec vous, les 150 écrivains qui façonnent ce livre, soit comme la mer. Que de la plage on puisse en voir le début, jamais la fin.

Mais l'aventure est finie et l'après se lève.

Un air dominical s'installe. Le pont où je vis entre la France et l'Amérique latine semble indifférent au bruissement du dehors. Je me penche à l'horizon de notre livre. Dévisage sa parole. Elle se révèle inébranlable. Je tente de retenir sa voix. Au moins le contour de ses pages. Mais il s'envole à la recherche de son destin. Je regarde les couleurs de tous ses colibris. L'ampleur de leur fougue. Quelque chose revient qui s'éloigne. Le visible-invisible. Le temps pointe et quelque chose dégringole. J'efface la menace de l'oubli. Sa parole doit continuer alerte-vitale. Il y aura ceux qui lui prêteront une âme attentive. Ceux qui l'accueilleront avec bienveillance.

Personnellement, je retiens la fragrance de son histoire pour fortifier mes heures. La danse d'une multiplicité de plumes tournées vers l'avenir. Le ton des poèmes qui se dressent sur la courbure de l'aurore. Avec le même regard. Résister.

Mon désir se tend, assoiffé du paysage. Sommets-fleuves-vallées-sentiers se sont rassemblés autour de l'espérance. »



Soirée à la Maison de l'Amérique latine organisée le 5 novembre par David Ferré



Le P.E.N club français et la Maison de l'Amérique latine
5 novembre 2019 – 19h



David Ferré invite

Charles Gonzalès et Colette Klein à lire des extraits de

La collection *Les Incorrigibles* (Espagne)

La collection *Les Gravitations* (Uruguay)



Maison de l'Amérique latine
217 boulevard Saint-Germain 75007 Paris
Tel : 01 49 54 75 00 / www.mal217.org

Actualités Éditions : info@actualites-editions.com

Très belle soirée au cours de laquelle David Ferré a présenté les plus récents ouvrages publiés par sa maison d'édition *Actualités éditions* (cf. son site : <http://actualites-editions.com/>), dans ses deux collections : *Les Incorrigibles*, consacrée aux écritures espagnoles et *Gravitations*, consacrée au théâtre uruguayen contemporain. La plupart de ces textes sont hantés par le thème de la disparition.

Il a été donnée lecture – par Charles Gonzalès, Colette Klein et David Ferré lui-même d'extraits des ouvrages suivants :

La sol qui porte Hande de **Paco Gamez**, déjà évoqué lors de la soirée organisée en mars dernier à l'Institut Cervantès. Récit dramatique de l'assassinat et de la disparition de Hande Kader en 2016, activiste transgenre turque.

Opéra de trois têtes dans le pavillon du silence, de **Minke Wang** : texte inspiré par un triptyque du peintre Francis Bacon, qui interroge notre identité et nos origines sous la forme d'une

partition graphique à la John Cage - Naissance de trois individus, générant le chaos originel analogue à celui de la Tour de Babel.

Tebas Land de **Sergio Blanco** : Un metteur en scène rend visite à un prisonnier condamné pour parricide et entreprend de monter un spectacle inspiré par le mythe d'Œdipe. Entre reconstitution d'un meurtre et enquête sur l'amour filial, le labyrinthe des mots se déploie à travers le drame.

De la poésie, pas d'enfants, de **Marianella Morena** : évocation de la vie et de la mort de la poète uruguayenne Delmira Agustina, assassinée de deux balles dans la tête au début du siècle dernier par son époux, commissaire priseur à Montevideo, suite à un étrange arrangement qu'elle lui avait imposé.

Les Corps perdus, de **José Manuel Mora** – qui était présent dans la salle mais n'a pas souhaité intervenir. Récit polyphonique sur la disparition de corps dans la ville de Ciudad Juárez (la frontière nord du Mexique) où des centaines de femmes sont assassinées. La mémoire de ces êtres restituée sous forme de fragments, apparaît comme une expérience transmissible et collective alors que la douleur, expérience personnelle et intime, ne peut être partagée.



© Malick Diarra

Intervention de Sylvestre Clancier
Président d'honneur du Pen Club français



© Malick Diarra

Charles Gonzalès, Colette Klein, David Ferré

Des nouvelles du PEN Club français en province

Brive la Gaillarde le 27 octobre 2019

Autour du film de Chochana Boukhobza

Terezin, l'imposture nazie

Ciné-débat

TEREZIN
L'IMPOSTURE NAZIE
de Chochana Boukhobza



En présence de la réalisatrice
Dans le cadre des Rencontres Mémoires Juives de Brive
En partenariat avec le PEN club français

BRIVE

27 17H00
octobre
DIMANCHE



Tél. 05.55.22.41.69 - www.cinema-rex-brive.fr - mail : lerex@brive.fr - boulevard koenig - 19100 BRIVE-LA-GAILLARDE

Brive. Cinéma Rex. Dimanche 27 octobre 2019. Une salle noire où des spectateurs viennent de recevoir un film : « **Terezin, l'imposture nazie** ».

Tous semblent traversés par l'horreur de l'imposture, l'inhumanité redoublée du mensonge, et entretissée à cela l'incroyable humanité d'une présence qui donne aux enfants double vie, soutien matériel et éveil artistique, subjectivité donc.

Nous sommes plusieurs à ce moment de l'immédiat après-film à tenter de nous adresser à Chochana Boukhobza, la géniale réalisatrice.

Avoir su tisser cela en nous, et nous interpeller !

Antoine Spire est révolté par le redoublement de l'imposture, la duplicité de certains membres de la Croix Rouge.

Cécile Oumhani souligne la trouvaille géniale d'avoir animé les dessins des enfants, ce qui nous sort de la fascination morbide.

Pour ma part je suis très troublée et me demande sur quoi on peut s'appuyer pour tenir debout lorsqu'on est plongé et pris dans un discours délirant où s'allient technique et gestion. Ce discours résonne en moi avec ce qui traverse aujourd'hui, en France, notre culture, dans tous les domaines, éducatif, social, médical : une emprise gestionnaire, scientifique et technique, déshumanisante de protocoles adossés à un discours sans trou tissant l'hygiène, la sécurité à des normes, qui homogénéise tout et tous... se moque des possibilités de penser, d'imaginer et d'inventer de chacun.

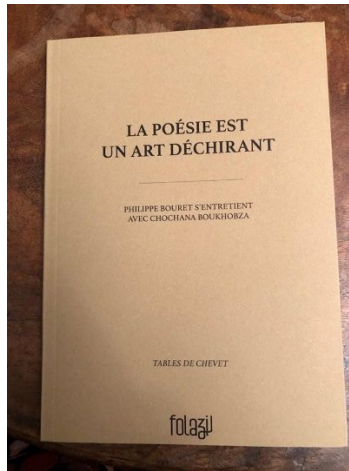
Dans la salle plusieurs voix se lèvent pour témoigner, évoquer le souvenir de ces enfants, des quelques adultes rescapés, dont le destin aura dépendu d'un accueil courageux donc d'un lieu organisé par un discours où des trous permettent abri, refuge et possibilité d'aller vers un avenir vivant

Merci Chochana de nous avoir montré cela aujourd'hui.

Oui cela aura été un beau dimanche, ce futur antérieur, ce passé qui a un avenir, celui de penser les risques de ne pas penser !

Docteur Marie-Philippe Deloche – Folazil Éditions

Le film était accompagné du livre *La poésie est un art déchirant – Philippe Bouret s'entretient avec Chochana Boukhobza* (Folazil Éditions)



Le livre sera traduit en américain et accompagnera le film dans sa tournée aux USA

La présentation et le débat autour du film



Antoine Spire – Dr. Marie-Philippe Deloche- Chochana Boukhobza- Philippe Bouret- Cécile Oumhani



Message vocal, retranscrit par Benoit Clair, Producteur américain du film de Chochana Boukhobza : « Terezin, l'imposture Nazie ».

(Diffusé dans la salle le soir de la projection du film.)



Benoit Clair (*Producteur – Journaliste et écrivain – Correspondant permanent pour les media français à Los Angeles -*)

Bonsoir à toutes et à tous,

Je vous parle des États-Unis, de Californie, et plus précisément encore d'Hollywood, ou nous avons débuté, depuis quelques jours, la mise en forme de la version américaine du film que vous allez visionner tous ensemble, à Brive, dans quelques instants...

Je voudrais en quelques mots vous dire comment ce film est arrivé jusqu'à nous, d'abord grâce à une rencontre avec Chochana Boukhobza dont je fus, pendant des années, l'un des lecteurs assidus de ses admirables romans, parmi lesquels j'avais beaucoup aimé « Un été à Jérusalem » publié en 1986 puis « Le Cri » qui fut, l'année suivante, finaliste du Prix Femina.

De ces deux romans au moins j'avais retenu la précision et la profondeur des analyses de Chochana Boukhobza par rapport à sa jeunesse de jeune expatriée de Tunisie vers Israël, puis la minutie des détails et, enfin, la vérification systématique de ses sources.

Son parcours littéraire étoffé de très belles pages a ensuite laissé la place à l'écriture d'excellents scénarios qui sont devenus des documentaires télévisés de référence comme celui que vous allez regarder ce soir...

J'ai été très ému lorsque j'ai pu visionner les premières images du projet sur Terezin, il y a presque un an et j'ai alors proposé à Chochana Boukhobza, qui l'a immédiatement accepté, que ce film puisse être distribué et largement diffusé, ici comme ailleurs dans le monde, au nom d'un devoir de mémoire que nous devons toutes et tous avoir, au moment où montent toutes sortes d'extrêmes...ici comme partout ailleurs...

Je voulais donc la remercier de sa confiance et au-delà d'elle, saluer toutes celles et tous ceux qui ont et vont contribuer à faire de ce film qui, je vous l'annonce officiellement ce soir, sera en compétition pour l'Oscar du meilleur documentaire en 2021, ici à Hollywood, l'un des phares de la mémoire juive et de ses destins croisés.

Je tiens également à remercier Philippe Bouret qui a produit un excellent entretien avec l'auteure de ce film, lui consacrant ce superbe petit ouvrage intitulé « La poésie est un art déchirant » paru aux éditions Folazil que je remercie également de nous avoir autorisé à le traduire et à le distribuer ici aux États-Unis.

Je voudrais enfin saluer et remercier de leur présence et de leur participation, Emmanuel Pierrat, le Président du PEN Club ainsi que Cécile Oumhani et Antoine Spire qui vont animer le débat qui suivra la projection de ce film.

Je vous souhaite à toutes et tous une excellente soirée.

Le mot du producteur américain Jeff Bieber à propos de « Terezin, l'imposture nazie »

“It is a devastating, powerful, and very important film. Other than Anne Frank, I don't remember such a detailed and powerful record from the point of view of children. The sequences with the drawings and animation mixed with voice over and music are unbelievably moving.”

WETA (Weta est un studio de post-production créé par Peter Jackson, situé à Wellington en Nouvelle-Zélande.)

Ce fut une belle soirée pour un film qui va franchir les frontières à la vitesse d'une flèche lumineuse. « Terezin, l'imposture Nazie » de Chochana Boukhobza est déjà très attendu aux Etats Unis, en Bosnie Herzégovine et en de nombreux festivals en France et à l'étranger. Dans tous ses déplacements, le film sera accompagné du livre *La poésie est un art déchirant* Folazil éditions - Collection Tables de chevet. Ce long entretien que j'ai réalisé avec Chochana Boukhobza porte sur l'histoire de ce documentaire, son thème et sa réalisation.

Les questions de l'acte et de la création chez le sujet en situation de mort imminente sont abordées car elles intéressent la psychanalyse et la littérature dans la mesure où ce pan du parlêtre qui échappe à la science constitue une part de liberté et un ultime rempart contre l'oppression.

La liberté d'expression et de création fut aussi au centre des échanges avec des interventions remarquées d'Antoine Spire, de Cécile Oumhani et du Docteur Marie-Philippe Deloche. Cette soirée a eu lieu en partenariat avec le PEN Club français (Emmanuel Pierrat étant son Président, Cécile Oumhani, Antoine Spire et moi-même, membres du Directoire). Elle a constitué la soirée d'ouverture du Colloque Mémoires juives, destins croisés qui s'est déroulé à Brive les trois jours suivants sous la houlette de Georges Bensoussan (Historien)

Pour visionner le film des échanges : <https://www.youtube.com/watch?v=4sOVjgUjX8I>

Philippe Bouret



Paris - Brive la Gaillarde
04 75 52 45 46
www.memoires-juives-brive.com

Mémoires Juives Brive : destins croisés



27-30
octobre
2019

Inscriptions obligatoires :

Site : www.memoires-juives-brive.com - Mail : mjbrive2019@gmail.com

Réseau Euro -Méditerranéen du PEN International

Conclusions et Recommandations

6^{ème} rencontre co-organisée par Sylvestre Clancier notre président d'honneur
et nos amis du PEN croate Tomica Bajsic, Sibila Petlevski et Vanda Miksic
Zadar, 10-13 Octobre 2019

1. Nous protestons contre le concept de migrant "illégal". Personne n'est *illégal* seulement parce qu'il ou elle migre en raison de la situation désespérée de son pays. La quête d'une vie meilleure n'est pas illégale

2. Le PEN demande qu'il soit répondu aux S.O.S. ! Nous appelons les gouvernements européens à respecter le Droit de la Mer en Méditerranée. Nous protestons contre la "criminalisation" d'Organisations non gouvernementales, d'autres organisations civiles et d'individus qui portent assistance aux migrants dont les vies sont menacées.

3. Les êtres humains ne sont pas des matières premières.

Résultat habituel d'un capitalisme ostentatoire et d'une propagande politique monopolisant la création culturelle et intellectuelle, le conflit compromet la survie des valeurs humanistes qui ont été développées au cours de la longue histoire de la culture Méditerranéenne.

4. Nous pensons qu'il est essentiel - ayant à l'esprit la récente crise migratoire - de mettre en lumière le problème des différences concernant les niveaux d'éducation, les systèmes d'apprentissage et les contextes socio-culturels qui entrent en contact dans le cadre des migrations contemporaines. Notre volonté est également d'attirer l'attention sur la difficulté de comprendre et d'interpréter un récit historique en raison du fait que l'histoire est supposée être l'écho d'une pluralité de voix. Notre intention est de promouvoir un changement sur le plan éducatif, fondé sur un esprit d'ouverture culturelle et le développement d'aptitudes à la pensée critique.

5. Nous contestons le paradoxe qui consiste à protéger le libre commerce alors que les politiques publiques actuelles rendent la libre circulation des peuples de plus en plus malaisée. L'échange d'expériences à l'occasion de véritables rencontres physiques, et non seulement virtuelles, est important pour la libre circulation des idées.

Prochain événement du PEN Club Français
FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE DE GUADALAJARA



ROCÍO DURÁN-BARBA
 En representación del PEN Club Francia
 Directora de la Fundación Cultural RDB

invita al lanzamiento de

Resistir
Antología de poesía latinoamericana
 Bilingüe español-francés
 Dirigida por Rocío Durán-Barba

Con la participación de
Martha CERDA
 Presidenta emérita del PEN Guadalajara
Ángela SABALLOS
 Secretaria del PEN Nicaragua



En presencia de dignatarios y poetas
 de los siguientes centros PEN latinoamericanos:

PEN Colombia: María Clara Ospina, Philip Potdevin.
 PEN Cubanos en Exilio: José Antonio Albertini (Presidente) Pedro Corzo, (Vicepresidente),
 Luis de la Paz, (Secretario), Ernesto Díaz Rodríguez, Janisset Rivero y Rolando Morelli.
 PEN Guadalajara: Arnulfo Velasco (Presidente), Zelene Bueno, Jorge Luis González,
 Mario Heredia, Iliana Hernández Arce, Elsa Levy, Ruth Levy,
 Aída María López Sosa, Jorge Orendain, Rafael Ortiz Ornelas.
 PEN Nicaragua: María Esperanza Vargas, Marianela Corriols.
 PEN Puerto Rico: Etnairis Ribera (Vicepresidenta), Richard Rivera-Cardona, Sandra Santana,
 Yasmarié Hernández, Patricia Schaefer Röder, Willmare Lebrón García.
 PEN México: Nedda de Anhalt (Exvicepresidenta), Ruth Pérez Aguirre.
 PEN San Miguel de Allende: Lucina Kauthmann (Expresidenta), Jesús García Rincón,
 María Concepción Ramírez Sámano, Sandra Morales Vasquez.

Sábado 30 de noviembre 2019, a las 18H30

EN EL SALON JUAN JOSÉ ARREOLA
 UBICADO EN LOS SALONES DE EVENTOS DE PLANTA ALTA
 ÁREA NACIONAL I, EXPO GUADALAJARA

Feria Internacional del Libro de Guadalajara, México

Bâton de parole

Les 22 et 23 novembre 2019



Bâton De Parole
batondeparole@laposte.net
Festival de poésie à Malakoff,
 Maison de la Vie Associative
 26 rue Victor Hugo 92240 MALAKOFF
 « La poésie comme résistance intérieure »

Programme

Vendredi 22 novembre 2019

19h30-20h30 : **Le Temps des Cerises**, une maison d'édition consacrée à la poésie, présentation par **Françoise Leclerc**, membre du comité de lecture et auteure.

20h30-22h00 : « **Carte blanche à Marina Tsvetaeva** » par **Etoiles-Averse** ; Projection du documentaire « **Élégie de Paris, Marina Tsvetaeva** » écrit et réalisé par **Aleksandra Svinina**, témoignages sur cette poète *célebrant l'au-delà des mots et des sentiments*.
 Lectures / chant autour de **Marina Tsvetaeva** par **Lessya Tyshkovska** et **Florent Delporte**, auteurs-interprètes.

Samedi 23 novembre 2019

14h00-15h00 : **Le Pen Club français, défense des auteurs persécutés dans le monde**, la mission du Pen club par **Colette Klein**, auteure, membre du bureau et présentation de l'œuvre d'un-e poète actuellement opprimé-e et défendu-e par l'association.

15h00-16h30 : « **Carte blanche à Marina Tsvetaeva** », *une vie entièrement consacrée à la création poétique*, sa vie, son œuvre en images par **Florent Delporte (Etoiles-Averse)**.
 « **Rainer Maria RILKE – Marina TSVETAEVA, dialogue entre 2 poètes** » avec **Lessya Tyshkovska** et **Florent Delporte**, auteurs-interprètes.
 « **Une lumière bénie, Marina Tsvetaeva et Arséni Tarkovski** » avec **Ida Junker-Ceretti** et **Japh' Eaios**.

17h00-18h00 : « **Présence de Guillevic** » par **Marianne Auricoste** : une promenade méditative dans ces chemins où **Guillevic** aimait tant flâner, rêver et couvrir ses poèmes et **Dominique Bertrand** (accompagnement musical).

18h00-19h00 : « **C'en est trop** » de **Hermann Hesse** présenté par **François Mathieu**, (traducteur et biographe) pour le recueil récemment paru aux **Éditions Bruno Doucey**. Un poète, symbole de toute une génération en butte à une société verrouillée dans ses traditions, surtout connu pour ses romans (Le Loup des steppes, Siddhârta, etc.)

19h00-20h00 : « **René Char Chuchotement parmi les étoiles** », **Frédéric Ligier (voix et percussions)**, poésie de la chair des mots.

20h30-21h00 : « **Femmes Solidaires** » liront des poèmes écrits par des femmes poètes.

21h00-21h45 : **Le collectif « PoéZiques »** interviendra en lectures et en musiques suivi d'une séance de **poésie participative**, de surprises en surprises.

Des artistes de Malakoff et d'ailleurs exposeront dans la salle.
Les librairies de Malakoff sont invitées à participer.

Salon du livre
et de la presse jeunesse en Seine-Saint-Denis
128 rue de Paris, Montreuil (métro Robespierre)

Vendredi 29 novembre 16h-17h

Comptoir des auteurs

L'édition jeunesse et la liberté d'expression

Dans nos sociétés où les groupes de pression exercent une influence de plus en plus forte sur l'exercice de la liberté d'expression, que peut l'éditeur ? Quelle liberté pour l'écrivain ? Avec Emmanuel Pierrat, président du Pen Club français et spécialiste du droit d'auteur, Fulvio Caccia, responsable du comité de la diversité linguistique (Pen Club français)...

Salle GAVEAU le 1^{er} décembre 2019

LE CHOEUR INTERNATIONAL HUGUES REINER VOUS INVITE AU

2^E SALON DES POÈTES ET DE LA MÉLODIE FRANÇAISE

présenté par **Sylvestre Clancier**, président d'honneur du PEN Club français, président de l'Académie Mallarmé et de la Maison de Poésie / Fondation Émile Blémont
Emmanuel Pierrat, président du PEN Club français et
Linda Maria Baros, secrétaire générale du Prix Apollinaire

en hommage aux poètes **Marie-Claire Bancquart** et **Michel Baglin**
avec la participation de **Claudine Bohi**, lauréate du Prix Mallarmé 2019, et
des lauréats du Prix Apollinaire 2019 et du Prix Apollinaire Découverte 2019

dimanche 1^{er} décembre 2019 à 16h00

tarif unique
20 euros
réservations au 01.49.53.05.07 ou sur www.sallegaveau.com

Salle **Gaveau**

45/47, rue de la Boétie, 75008 Paris

Première partie

Lecture de poèmes

Concert classique avec le Chœur International Hugues Reiner / œuvres de Guy Ropartz, Gabriel Fauré et Ernest Chausson / piano : Hugues Reiner / récital de Joachim Bresson, ténor, et Hugues Reiner

Piano : œuvres de Charles Koechlin, Gustave Samazeuilh, Ernest Chausson, Henri Duparc et Gabriel Fauré

Seconde partie

Plus de cinquante poètes dédicaceront leurs œuvres

Sous l'égide du PEN Club français, de l'Académie Mallarmé, du Prix Apollinaire et de la Maison de Poésie / Fondation Émile Blémont

Événement parrainé par Léonore Queffelec-Engerer, Pierre Brunel, le journal *Quinzaines* et les éditeurs Le Castor Astral, L'herbe qui tremble, La rumeur libre, La tête à l'envers.

**2^{ème} Salon des poètes et de la mélodie française
Dimanche 1^{er} décembre Salle Gaveau**

L'espace du salon Rostropovitch est réservé pour la Quinzaine et les éditeurs partenaires, ainsi que pour les poètes invités de **17 h 30 à 20 h30**

DÉROULEMENT DE LA JOURNÉE :

Arrivée du public pour le récital et achats de places à 14 h30

Les poètes invités retirent leurs billets pour le récital à partir de 15 heures

Installation des livres à partir de 15h par les éditeurs et les poètes invités dans le Salon Rostropovitch

16 h : Début de l'événement dans la salle de concert

Présentation et lecture de poèmes : 30 / 35 minutes

Chœur - piano : 30 minutes

Récital ténor et piano : 30 minutes.

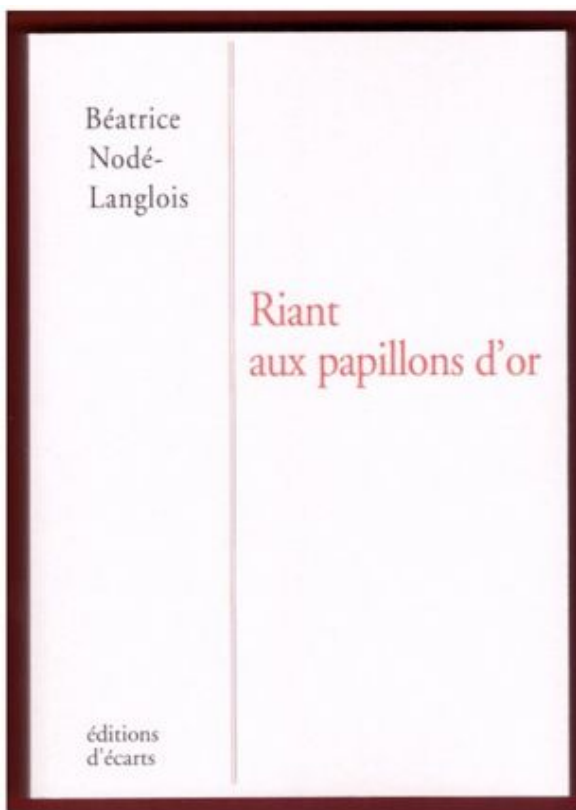
Fin 17h30

Réouverture du Salon Rostropovitch pour dédicaces par les poètes

17h30 à 20h30

Les membres du PEN Français publient

NODÉ-LANGLOIS Béatrice



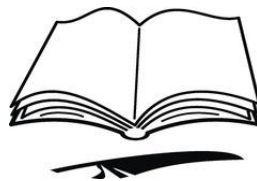
Riant aux papillons d'or évoque une aventure vécue à la lumière du *Roi Lear* (Shakespeare). Ce genre d'aventure s'appelle aujourd'hui un « accompagnement ». Celui que j'ai accompagné, et continue d'accompagner dans ce « roman », est mon père, un quasi-centenaire qui a été ingénieur, vient d'être diagnostiqué Alzheimer, mais garde encore beaucoup, beaucoup de caractère.

L'accompagnante, la narratrice, est sa fille, peintre et écrivain dans la soixantaine. Presque tous les jours, de 2000 au 29 janvier 2004, elle est allée chez son père. Elle a observé avec émotion, admiration et agacement ses façons de parler et de se comporter. De vieilles oppositions en ont profité pour refaire surface. Les traces de chocs frontaux. Mais aussi des attachements et des attirances dont elle ne se doutait pas.

Ces quatre années furent à l'image de mon père : concrètes, tendres, courageuses, tragiques, cocasses, intemporelles, saugrenues.

« [...] *Ce n'est pas vraiment triste. Ou pas encore. Ou pas tous les instants. C'est autre chose. Une sorte de révélation. La vie, notre vie, a changé de ton et d'allure. Nous avons moins envie de nous distraire. Ou moins souvent. Ou plus follement... Quelque chose d'autre a commencé. Qui n'est pas funéraire. Qui n'est même pas une agonie. Quelque chose qu'on ne sait pas. Qui prendra du temps? Ou n'en prendra pas? Quelque chose, en tout cas, de diablement là! Plus diablement là que tout ce que nous pouvons goûter, toucher, voir ou entendre. De ce quelque chose nous ne connaissons que le nom: la mort [...]* »

BNL



DEMANDE D'ADHÉSION**Ne pas oublier de signer la demande**

NOM et prénom :

PSEUDONYME en littérature :

Nationalité :

Date et lieu de naissance :

Adresse :

N° de téléphone(s)

Courriel :

Langues étrangères :

Œuvres principales :

Collaborations éventuelles (*journaux et revues*) :

Autre profession :

Titres et qualités :

Le/La soussigné(e) déclare avoir pris connaissance des principes figurant dans la CHARTE et s'engage à s'y conformer.**Date et signature**Merci, après avoir rempli, daté et signé la demande d'adhésion, **de la détacher du dépliant et de l'envoyer**, accompagnée, d'un chèque à l'ordre du P.E.N. Club français, d'un montant au choix de :

- **80 €** représentant le montant de l'adhésion annuelle de membre actif : 70 € et les frais de droits d'entrée : 10 €
- **Au-delà de 80€** : adhésion de membre donateur :
- **À partir de 300 €** : adhésion de membre bienfaiteur.

*Dans tous les cas, **somme déductible du revenu fiscal** (Organisme d'intérêt général)***P.E.N Club français****99, rue Olivier de Serres – 75015 Paris – France**

Présidents de P.E.N. Club français depuis sa création

Anatole FRANCE (1921-1924) - **Paul VALÉRY** (1924-1934) - **Jules ROMAINS** (1934-1939) - **Jean SCHLUMBERGER** (1946-1951) - **André CHAMSON** (1951-1959) - **Yves GANDON** (1959-1971) - **Pierre EMMANUEL** (1973-1976) - **Georges-Emmanuel CLANCIER** (1976-1979) puis *Vice-président PEN CLUB International (84=>)* - **René TAVERNIER** (1979-1989) - **Solange FASQUELLE** (1990-1993) - Jean ORIZET (1993-1999) - **Jean BLOT** (1999-2005) et Secrétaire *PEN CLUB International (81=> 97) Vice-président PEN CLUB International (98=>)* - **Sylvestre CLANCIER** (2005-2012) - **Jean-Luc DESPAX** (2012-2016) - **Sylvestre CLANCIER** (2016-2017)

Comité exécutif :

Président d'honneur : Sylvestre CLANCIER.

Président : Emmanuel PIERRAT.

Vice-présidents : Linda Maria BAROS, Jeanine BAUDE, Andreas BECKER, Malick DIARRA, Philippe PUJAS, Antoine SPIRE, Secrétariat Général : Jean LE BOËL. Trésorerie : Colette KLEIN.

Autres membres du Comité, chargés de mission : Max ALHAU, Philippe BOURET, Fulvio CACCIA, Francis COFFINET, Jean-Noël CORDIER, Giovanni DOTOLI, Roció DURÁN-BARBA, David FERRÉ, Françoise LECLERC, Jean-Luc MOREAU, Laurence PATON, Jacques PELLAS, Patrick TUDORET, YEKTA.

Présidents émérites : Jean BLOT, Georges-Emmanuel CLANCIER†, Jean ORIZET.

Membres d'honneur : Tahar BEN JELLOUN, Claude BER, Olivier BLEYS, Nicole BROSSARD, Noëlle CHÂTELET, Thierry CHAUVEAU, Sylvestre CLANCIER, Maurice COUQUIAUD, Michel DEGUY, René DEPESTRE, Denise DESAUTELS, Jean-Luc DESPAX, Ghislain de DIESBACH, Jean-Philippe DOMEQ, Hélène DORION, Jean-Pierre FAYE, Bluma FINKELSTEIN, Françoise GOUPIL, Pierre GUYOTAT, Ismaël KADARÉ, Edvard KOVAC, Werner LAMBERSY, Jean-Clarence LAMBERT, Barnabé LAYE, Daniel LEUWERS, Amin MAALOUF, Eduardo MANET, Albert MEMMI, Sibila PETLEVSKI, Lionel RAY, Jean-Paul SAVIGNAC, Joël SCHMIDT, Frédéric-Jacques TEMPLE, Kenneth WHITE..



**L'un des Centres de PEN International
Organisation mondiale d'écrivains**

Une première maxime se gravait au fronton de notre institution : L'ESPRIT N'EST PAS MOBILISABLE... La lutte des idées réclame la paix des peuples comme terrain naturel, tandis que la guerre des idéologies c'est un camouflage en même temps qu'une préparation de la guerre tout court !...

... Nous n'acceptons aucun prétexte pour que ces droits de l'esprit soient suspendus ; parce que nous savons bien que, si l'on en accepte un seul, il s'en découvrira bientôt mille. Toutes les circonstances deviendront exceptionnelles, toutes les situations deviendront de salut public lorsqu'il s'agira d'obtenir de l'esprit un silence ou un acquiescement commodes. Les mesures présentées comme provisoires s'éterniseront. Il se créera une prescription des droits de la pensée et de la littérature. Or, si nous, Fédération P.E.N., n'avons pas, hélas ! le pouvoir de remettre les choses en ordre dans tous les cas, nous avons du moins, celui d'assurer, par des actes appropriés, l'interruption de la prescription.

Jules ROMAINS
de l'Académie française

Discours prononcé, en tant que Président de la Fédération Internationale P.E.N., à l'inauguration du XV^{ème} congrès, à Paris, le 20 juin 1937.

CHARTE

La Charte du P.E.N. International, basée sur les résolutions adoptées au cours de ses congrès, peut être résumée comme suit :

Le P.E.N. affirme que :

1° La littérature ne connaît pas de frontières et doit rester la devise commune à tous les peuples en dépit des bouleversements politiques et internationaux.

2° En toute circonstance, et particulièrement en temps de guerre, le respect des œuvres d'art, patrimoine commun de l'humanité, doit être maintenu au-dessus des passions nationales et politiques.

3° Les membres de la Fédération useront en tout temps de l'influence en faveur de la bonne entente et du respect mutuel des peuples ; ils s'engagent à faire tout leur possible pour écarter les haines de races, de classes et de nations et pour répandre l'idéal d'une humanité vivant en paix dans un monde uni.

4° Le P.E.N. défend le principe de la libre circulation des idées entre toutes les nations, et chacun de ses membres a le devoir de s'opposer à toute restriction de la liberté d'expression dans son propre pays ou dans sa communauté aussi bien que dans le monde entier dans toute la mesure du possible. Il se déclare pour une presse libre et contre l'arbitraire de la censure en temps de paix. Le P.E.N. affirme sa conviction que le progrès nécessaire du monde vers une meilleure organisation politique et économique rend indispensable une libre critique des gouvernements et des institutions. Et, comme la liberté implique des limitations volontaires, chaque membre s'engage à combattre les abus d'une presse libre, tels que les publications délibérément mensongères, la falsification et la déformation des faits à des fins politiques et personnelles.

Peut être admis comme membre du P.E.N. tout écrivain, éditeur et traducteur souscrivant à ces principes, quelles que soient sa nationalité, son origine ethnique, sa langue, sa couleur ou sa religion.

ACTIVITÉS – ÉVÉNEMENTS

- Édition d'une lettre d'information numérique
- Hommage à des écrivains et des poètes français et étrangers pour l'ensemble de leur œuvre, soit à titre posthume soit de leur vivant.
- Organisation et/ou participation à :
 - La réunion mondiale annuelle de tous les P.E.N. en assemblée générale et débats en tables rondes : mises au point de dispositions et d'actions à suivre face à des événements concernant les écrivains
 - Des colloques et festivals littéraires ou de poésie à l'étranger
 - Colloques et échanges internationaux organisés par le P.E.N. International
 - Rencontres, manifestations littéraires, dîners-débats, présentation d'ouvrages d'écrivains français et étrangers en leur présence, leurs invités et les nôtres.
 - Membre des Comités de la Paix, des écrivains en prison, des droits de la femme, de la diversité linguistique et de la traduction littéraire.
 - Le P.E.N. Club est accrédité auprès de l'UNESCO.
 - Ces événements sont accueillis dans des lieux prestigieux comme La Société des Gens de Lettres, La Maison des Écrivains, La Maison de l'Amérique latine, La Maison de la Poésie, l'Institut du Monde arabe, le siège du P.E.N. Club français, etc. Ils sont ouverts aux membres du P.E.N. Club, aux Amis du P.E.N. Club, à la presse sur invitation, et au grand public qui en est informé par invitation et/ou par la presse.

EXTRAIT DES STATUTS

Les Centres P.E.N. réunissent dans chaque pays les écrivains qui souhaitent établir des relations personnelles entre eux et leurs confrères étrangers, faciliter de toutes manières la circulation des ouvrages de l'esprit et les échanges littéraires.

Les membres de la Fédération P.E.N. s'engagent à se conformer aux principes de la « CHARTE » formulés par les congrès de Bruxelles, Lugano et Édimbourg.